



CHRISTELLE ENAULT

peut sembler excessif. C'est moins le cas aux États-Unis, où son culte est tel qu'au début des années 1980 des membres de l'administration Reagan – celle qui a lancé un mouvement historique de libéralisation de l'économie – faisaient grand cas de leurs précieuses cravates frappées à son effigie.

L'interprétation – ou plutôt l'exégèse – de ses écrits revêt donc une importance toute particulière. Or, de « main invisible du marché », il n'est aucunement question dans l'œuvre d'Adam Smith. Dans une étude publiée en 2009 par la revue *L'Economie politique*, l'économiste et historien de la pensée économique Jean Dellemotte (université Paris-I Panthéon-Sorbonne) montre que, dans toute son œuvre, Smith n'utilise qu'à trois reprises l'expression « main invisible », sans que celle-ci se réfère jamais à une quelconque loi naturelle garantissant le fonctionnement harmonieux du marché.

C'est même tout l'inverse. « *Lorsqu'on examine les contextes dans lesquels Smith utilise cette expression, on constate que celle-ci n'explique rien et traduit au contraire l'absence d'explication*, dit Jean Dellemotte. *Lorsque Smith écrit que les individus peuvent être "conduits par une main invisible" à accomplir certains actes plutôt que d'autres, il utilise cette métaphore pour signifier une absence de philosophie, non pour faire valoir une loi ou un théorème.* » Pour l'économiste français, dont la thèse de doctorat a porté sur Adam Smith et Thomas Hobbes, interpréter la « main invisible » comme une représentation des mécanismes de marché est ainsi « *le plus célèbre des lieux communs attribués à Smith, qui, à force d'être répété, est parvenu à échapper à toute discussion ou examen sérieux.* »

D'où est donc venue l'expression « main invisible du marché » ? Jean Dellemotte es-

time qu'elle dérive peut-être de l'interprétation de la pensée de Smith par un historien et philosophe français, Elie Halévy (1870-1937), dont les travaux ont été diffusés dans les milieux académiques anglo-saxons. Au début du XX^e siècle, Halévy a reformulé la « main invisible », sous les termes d'« *harmonie spontanée des égoïsmes* » ou d'« *identité naturelle des intérêts* ». « *Il assimilait la "main invisible" à l'idée selon laquelle la libre concurrence entre les intérêts privés conduirait nécessairement à un résultat bénéfique pour la collectivité*, explique M. Dellemotte. *Cela a évidemment contribué à dépeindre Smith sinon comme un apôtre du marché, du moins comme un précurseur du néolibéralisme.* »

LA GENÈSE D'UNE EXPRESSION

Grâce à l'indexation et à la numérisation systématique de centaines de milliers de sources disponibles (romans, essais, revues scientifiques et périodiques divers, journaux, etc.), Google permet de suivre dans le temps la fréquence à laquelle l'expression « main invisible du marché » apparaît dans la langue écrite. En anglais, « *invisible hand of the market* » n'apparaît que tardivement dans ce corpus : ce n'est que vers 1950 que l'expression commence à être utilisée... soit près de 175 ans après la publication de *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Sa fréquence d'usage croît sans faiblir, au moins dans la langue anglaise écrite. L'expression y est en moyenne quarante-cinq fois plus fréquente dans les textes publiés en 2020 que dans ceux qui ont été publiés en 1960. De façon plus surprenante encore, la formule apparaît et se propage de la même manière ou presque en français, en allemand, en espagnol et en italien : apparition au début des

**AUCUNE AUTRE
EXPRESSION QUE
LA « MAIN INVISIBLE
DU MARCHÉ »
NE SUGGÈRE
AVEC TANT DE
CLARTÉ LA MANIÈRE
DONT LES POUVOIRS
DU MARCHÉ
SONT SURINVESTIS**

années 1960, augmentation rapide de fréquence jusque dans les années 2000, puis baisse d'usage plus ou moins marquée.

La « main invisible du marché » prend ainsi son envol dans les lexiques vers les années 1950, au moment où l'école de Chicago – du nom du courant de pensée fondé par les membres du département d'économie de l'université de Chicago – commence à déployer son influence sur le monde académique, les institutions internationales, les acteurs économiques et les responsables politiques. Pour les tenants de l'école de Chicago et leurs emblématiques représentants ou inspirateurs, comme Friedrich Hayek (Prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel en 1974), Milton Friedman (primé du même titre en 1976) ou encore George Stigler, lauréat en 1982, il faut moins d'État, des banques centrales indépendantes, et surtout des marchés libres – dont le fonctionnement peu ou pas régulé permet d'atteindre l'optimum économique. A ce programme, que l'on qualifie aujourd'hui de néolibéral, est venue s'ajouter, dans les années 1950, une révolution mathématique qui allait transformer profondément la finance et l'idée que ses acteurs se font du marché.

« *En 1954, deux mathématiciens et économistes, Gérard Debreu et Kenneth Arrow, publient un résultat qui sera considéré comme une sorte de prodige et qui, en moins de vingt ans, fut à l'origine de la mise en place des marchés de produits dérivés sur toutes les places financières*, raconte le mathématicien Nicolas Bouleau, professeur émérite à l'École des ponts ParisTech, l'un des pionniers des mathématiques financières. *Ils montrent que l'on peut trouver un équilibre général sur un marché incluant des biens dits "contingents", c'est-à-dire des biens virtuels, dépendants de*

l'état du monde dans le futur. » Philosophiquement, la portée de ce résultat est considérable puisque, comme l'explique Nicolas Bouleau, « *le monde entier, non seulement présent, mais aussi à venir, peut d'une certaine manière être mis en marché.* »

L'une des conséquences pratiques du théorème d'Arrow-Debreu a aussi été de rendre inutiles les calculs de risque que les investisseurs devaient faire avant d'investir dans tel ou tel actif : « *Désormais, les seules sources pertinentes en matière de risque sont les avis des acteurs de marché*, ajoute M. Bouleau. *C'est un peu comme si on calculait la prime d'assurance d'un automobiliste non en fonction d'un calcul des risques réels d'accident, mais en mettant aux enchères le montant de la prime d'assurance.* »

Ainsi, non seulement le monde entier, présent et futur, peut être mis en marché, mais le marché lui-même devient, aux yeux de ses acteurs, une sorte de miroir du monde. « *Au point que certains lui vouent un véritable culte*, écrit Nicolas Bouleau dans son livre *Le Mensonge de la finance* (Ed. de l'Atelier, 2018). *Le marché devient une sorte de divinité juste et pacifique, douée de dons calculatoires mystérieux.* » Comme ne cesse de le dénoncer le mathématicien, c'est une illusion dangereuse : l'image du monde que renvoient les marchés financiers aux élites économiques et politiques est trompeuse. « *Aujourd'hui, nous avons deux rationalités non compatibles qui s'affrontent*, dit-il. *Celle des marchés et celle du monde physique. Et si c'est la rationalité des marchés qui l'emporte, nous allons au-devant de graves déconvenues.* »

LA TOUTE-PUISSANTE CROISSANCE

La foi dans les vertus du marché n'est qu'une des nombreuses croyances qui traversent le champ économique – à commencer par les croyances collectives dans la valeur de la marchandise, de la monnaie, des métaux précieux – et qui ont fait l'objet de nombreux travaux, de longue date. En particulier ceux de Marcel Mauss (1872-1950), l'un des pères de l'anthropologie française, ou de l'économiste et historien austro-hongrois Karl Polanyi (1886-1964). Son œuvre majeure, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* (traduit par Maurice Angeno et Catherine Malamoud, 1944), est, au sortir de la seconde guerre mondiale, la première grande analyse critique des conséquences sociales, politiques et, dans une certaine mesure, environnementales de la capture par le marché de l'ensemble des processus sociaux. Le travail des théoriciens et des praticiens de l'économie est lui-même partiellement fondé sur un ensemble de croyances, comme l'ont montré le sociologue français Frédéric Lebaron (*La Crise de la croyance économique*, Ed. du Croquant, 2010) ou encore l'économiste américain Robert H. Nelson (*Economics as Religion. From Samuelson to Chicago and Beyond*, Penn State University Press, 2001).

Pour l'économiste Eloi Laurent (Observatoire français des conjonctures économiques, Sciences Po), auteur d'*Economie pour le XXI^e siècle. Manuel des transitions justes* (La Découverte, 2023), la croyance dans le marché n'est toutefois pas le déterminant majeur du fonctionnement des économies libérales. « *La croyance fondamentale est plutôt la nécessité de la croissance, telle qu'elle a été gravée dans le marbre international en 1944 avec la conférence de Bretton Woods* », dit le chercheur, auteur de nombreux ouvrages sur les représentations du monde véhiculées par l'économie néoclassique et sa vulgate. « *Si l'on reste dans ce cadre, que l'on soit dans un système de marché libre ou non, la finalité sera toujours la croissance* », précise-t-il.

Daniel Cohen, de l'École normale supérieure de Paris, prématurément disparu en 2023, pensait lui aussi que la nécessité de la croissance est la foi qui surplombe toutes les autres dans le champ de l'économie. Elle est « *la religion du monde moderne* », « *l'élixir qui apaise les conflits, la promesse d'un progrès indéfini* », écrivait-il en 2015 (*Le monde est clos et le désir infini*, Albin Michel). Harvey Cox ne dit pas vraiment autre chose : « *Voici le premier des commandements du Marché : "Il n'y en a jamais assez!"* » ■

STÉPHANE FOUCAIT